

LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE EN FRANCE AU XIX^e SIÈCLE

par Adeline Daumard

Au XIX^e siècle, en France, les bourgeois sont partout: les uns ont une position modeste, sans se confondre avec les masses populaires, les autres exercent des responsabilités importantes et contribuent à orienter la vie du pays dans de multiples domaines. Mais, depuis la disparition de la société d'ordres, la notion de bourgeoisie reste incertaine.

Le mot «bourgeois» est employé dans un sens parfois élogieux, plus souvent péjoratif. L'école romantique ou des écrivains comme Flaubert, par exemple, caractérisent le bourgeois par la mesquinerie, la médiocrité de la pensée, des goûts et du comportement. D'autres assimilent le bourgeois à un exploiteur sans scrupule, propriétaire qui réclame des loyers exorbitants aux pauvres gens à la recherche d'un logement, financier ou capitaliste qui spéculent sur l'épargne de la masse de la population et s'engraissent de la sueur des travailleurs. Cependant, il était difficile à tout homme ayant un minimum de culture et d'éducation de rejeter la qualification de bourgeois (sauf s'il se plaçait au rang de la noblesse ou, à la manière de Rémusat, opposait le bourgeois aux «gens comme il faut», c'est-à-dire aux hommes du monde)¹. A cet égard, Taine fit une réflexion tout à fait significative: il flétrit «le bourgeois... un être de formation récente... et, parmi toutes les espèces d'hommes que la société façonne, la moins capable d'exciter quelque intérêt», mais il reconnaît: «nous sommes tous de cette bande»².

¹ Cf. A. Daumard, *Les bourgeois et la bourgeoisie en France depuis 1815*, Paris, 1987, p. 30-43.

² H. Taine, *La Fontaine et ses fables*, Paris, Hachette, 30^e édition, s.d., p. 123-124.

«Bourgeoisie» est un terme encore plus équivoque. L'encyclopédie Larousse définit la bourgeoisie comme «la qualité de celui qui appartient à la classe intermédiaire entre le peuple et la noblesse»³. Mais que faut-il entendre par peuple et par noblesse, depuis la disparition des privilèges juridiques de naissance et de position? Les contemporains se sont longuement interrogés sur la question⁴. Les socialistes, quant à eux, rattachaient la bourgeoisie à la propriété rentière ou capitaliste, mais avec bien des nuances. Proudhon classait dans la bourgeoisie tous ceux qui vivent de la «rente des propriétés» et du «revenu des capitaux», mais aussi «des privilèges des offices, de la dignité des emplois et des sinécures»⁵. Quant à Jaurès, en 1889, il reprend l'opposition que faisait Proudhon entre «classe capitaliste et classe moyenne, mais il évoque, à côté de la «bourgeoisie capitaliste», la «bourgeoisie laborieuse... la bourgeoisie pauvre, abaissée par la puissance abusive du capital», une bourgeoisie qui végète malgré la valeur et le niveau d'instruction de ses représentants⁶. La bourgeoisie en effet peut également être définie comme une élite, réunissant des hommes qui se distinguent de la masse par leur instruction, leur culture et leur éducation: ce sont les «talents», compris au sens du XVIII^e siècle, talents qui débouchent généralement sur l'exercice d'une profession.

De plus en plus, à la fin du XIX^e siècle, émergent deux thèmes. La nécessité s'impose de distinguer divers degrés au sein de la bourgeoisie; dans son tableau de la France de l'Ouest publié en 1913, André Siegfried précise: «Il y a la grande bourgeoisie, la haute, la moyenne et la petite»⁷. La plupart des observateurs contemporains se retrouvent par ailleurs pour justifier cette hiérarchie en fonction de critères complexes. Aux divers niveaux de la société bourgeoise se combinent à des degrés divers «une certaine aisance matérielle», issue des revenus du capital ou de ceux du travail et pouvant s'appuyer sur une véritable fortune, «une certaine éducation et instruction» qui conduit à «une communauté de gestes, de langage» et enfin la naissance qui donne une supériorité de fait aux fils

³ P. Larousse, *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, Paris, 1865-1890, V^o Bourgeoisie.

⁴ Cf. Ch. de Rémusat, «Liberté et démocratie», *Revue des deux mondes*, ler avril 1863, p. 647 sq.

⁵ Proudhon, *La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre*, Paris, 1852, p. 124-125.

⁶ J. Jaurès, «La classe moyenne et la question sociale», article publié dans la *Dépêche de Toulouse*, 17 mars 1889 et reproduite dans *Etudes socialistes 1888-1897*, Paris, 1931, p. 21.

⁷ A. Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République*, Paris, 1913, p. 425.

de famille. Cela permet à ceux qui bénéficient de ces avantages de ne pas être astreints à «travailler comme des brutes pour vivre» et d'avoir «du temps non seulement pour le plaisir, mais pour l'étude, pour la réflexion, pour le progrès personnel... et de vivre pour la postérité après avoir vécu pour eux-mêmes»⁸.

Sur quels critères s'établissait la hiérarchie sociale et quel était le fondement de la société bourgeoise au XIX^e siècle? L'appartenance à la bourgeoisie était-elle liée à des critères individuels ou était-elle déterminée par la naissance et les réseaux de relations? La bourgeoisie se caractérisait-elle par un système de valeurs ou peut-on la réduire à des attributs matériels? Telles sont les questions essentielles à poser. Nous avons tenté de les résoudre en examinant la complexité des hiérarchies bourgeoises, puis la formation de la bourgeoisie et enfin la conduite de la vie bourgeoise à travers laquelle s'expriment les raisons profondes des comportements. Mais, auparavant, il faut brièvement aborder des questions de méthodes.

1 — Thèmes et méthode

Il y a bien des façons de concevoir l'histoire sociale, mais aujourd'hui on peut distinguer trois orientations majeures. La première consiste à partir d'un «modèle»: on examine les conséquences d'un ensemble de phénomènes considérés comme déterminants, ce qui a l'avantage de fournir un guide à la recherche, mais enferme celle-ci dans des hypothèses posées a priori. La seconde s'attache à un thème particulier ou à un groupe social, l'un ou l'autre définis et circonscrits sans ambiguïté au départ: l'étude des fortunes privées ou celle d'une catégorie professionnelle particulière comme les officiers de l'armée, des exemples entre d'autres, relèvent de ce point de vue qui a l'avantage d'appuyer le travail, dès l'origine, sur un fondement concret et précis. La troisième option consiste à multiplier les hypothèses de travail et les angles d'approche au début de la recherche, sans privilégier les uns par rapport aux autres, sans partir d'une hiérarchie élaborée avant d'avoir examiné les situations de fait. C'est cette troisième voie qui a été choisie.

Mais comment passer des principes à la réalisation concrète? Pour aboutir, il est nécessaire de circonscrire la recherche. Mon dernier ouvrage sur la bourgeoisie française, par exemple, n'a pas accordé une place particulière aux femmes, ni aux jeunes gens appartenant aux

⁸ Ch. Bigot, *Les classes dirigeantes*, Paris 1875, p. 12, 20-22.

milieux bourgeois, il n'a pas consacré de chapitre aux cas spécifiques de la bourgeoisie protestante ou juive, aux bourgeois catholiques ou libres-penseurs. Ces variables n'ont été évoquées qu'à titre d'informations complémentaires pour comprendre et nuancer les données relatives au comportement de l'ensemble de la bourgeoisie, ce qui était l'objet central de l'étude. En revanche, pour découvrir ces bourgeois, la prospection a été systématiquement très large. Dans une première étape, ont été examinés tous les «suspects de bourgeoisie»⁹, employés, salariés modestes, boutiquiers, aussi bien que les hommes placés aux confins de la bourgeoisie et de la noblesse. Ensuite, l'analyse d'ensemble du groupe ainsi conçu a été complétée par l'étude particulière de ceux qui pèsent non par leur nombre, mais en raison de l'influence qu'ils exercent; notables, milieux dirigeants, élites sociales d'une part, hommes d'élite qui se détachent au sein de tous les milieux de l'autre.

Ainsi la bourgeoisie est considérée d'abord comme un «groupe fluide». Elle n'est pas délimitée, ni définie a priori par un critère théorique et les multiples variables qui déterminent l'appartenance à un milieu social sont prises en compte. Toutefois, la mention de la profession, ou à défaut celle de la qualité, a été utilisée systématiquement comme une référence de base, en raison d'un fait: la fréquence et la généralisation de cette mention qui, au XIX^e siècle, se trouve répétée dans presque tous les actes et les documents relatifs à la vie privée et à la vie publique.

Pour explorer les points de vue divers qu'implique le recours à de multiples hypothèses de travail, sources quantitatives et documents qualitatifs sont confrontés et il est fait une utilisation systématique de la comparaison entre des résultats d'origines différentes. Deux démarches sont complémentaires. D'une part, la nécessité s'impose de mesurer tout ce qui est mesurable: c'est ainsi seulement qu'on peut éviter de généraliser abusivement des cas particuliers. Mais d'autre part, on ne saurait négliger la diversité des témoignages, ni les cas exceptionnels, car tout n'est pas réductible à la mesure dans le comportement humain et parce que l'âme profonde des hommes, l'essence des civilisations ne peuvent être totalement dévoilées à partir des statistiques. C'est bien souvent le qualitatif, la considération des cas isolés qui suggèrent les interprétations qu'estompe parfois la rigueur des chiffres. Par ailleurs, nous avons distingué cinq grands types de sources: les statistiques élaborées dans le passé par les contemporains; les listes et les dénombrements divers presque

⁹ Expression d'Ernest Labrousse, «Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles (1700-1850)», *X^e Congresso Internazionale di Scienze Storiche, Relazioni*, vol. IV, Roma, 1955, p. 367.

immédiatement transposables en séries statistiques reflétant, elles aussi, les préoccupations de l'époque; les monographies en nombre susceptibles, après préparation, de donner naissance à des séries chiffrées fort riches et de répondre aux interrogations des historiens d'aujourd'hui, les monographies exceptionnelles dont l'avantage est d'être souvent plus détaillées que les monographies en nombre; les sources qualitatives enfin, comme la presse, les romans, le théâtre, les oeuvres des publicistes, les prises de position politique, religieuse, idéologique, les rapports et les études issus des diverses administrations publiques et privées, etc. C'est la confrontation de cette documentation variée, complexe et inépuisable, qui constitue le principe de l'histoire sociale comparative et quantitative¹⁰.

Une fois admis ces principes généraux de méthode, l'étude de la bourgeoisie française du XIX^e siècle repose sur l'examen de quelques questions simples mais fondamentales.

Quel ciment permet de regrouper des bourgeois si divers au sein d'une bourgeoisie? La possession de biens matériels doit certainement être prise en compte, encore faut-il préciser les objectifs des possédants: accumuler en vue de s'assurer une rente, ou investir pour produire? Cela recouvre deux aspects de l'étude et implique l'analyse de l'esprit d'entreprise aussi bien que celle de la gestion du patrimoine familial. On rejoint là la question du poids du capitalisme industriel et financier dans la formation de la bourgeoisie contemporaine ou de l'importance de l'esprit d'épargne chez les bourgeois. Mais outre les biens matériels, on peut aussi accumuler du savoir. Pour les uns, c'est un luxe gratuit, celui des érudits et des amateurs cultivés. Pour les autres, le savoir est un moyen pour obtenir des avantages de position et son produit n'est pas sans rapport avec la rente du capital ou avec le revenu des investissements, lorsque les applications de ce savoir permettent la création de richesses nouvelles. Aussi la première question peut se poser en ces termes: comment sont acquises, utilisées, gérées les différentes formes du capital matériel, intellectuel et moral dont disposent les bourgeois? Avec en corollaire le problème de savoir si la bourgeoisie était une catégorie stérile ou un groupe créateur.

La plupart des hommes qui possèdent quelque chose, si modeste que soit leur avoir, sont généralement attachés à leurs possessions

¹⁰ A. Daumard, «L'histoire sociale comparative et quantitative de l'époque contemporaine», *Cahiers internationaux d'Histoire économique et sociale*, 1986, n.° 18, p. 281-330. Cf. aussi, A. Daumard et alii, *Historia Social do Brasil. Teoria o metodologica*, Curitiba, 1984, 1ère partie, p. 25-66.

matérielles, aussi bien qu'intellectuelles. Cette remarque de bon sens conduit à envisager une seconde question. Les bourgeois étaient-ils des conservateurs attachés avant tout à conserver leur acquis ou ont-ils été les vecteurs du progrès, intéressés par l'innovation dans tous les domaines? Cela conduit à se demander si la bourgeoisie était devenue un groupe de nouveaux privilégiés (tout relatifs selon le niveau social) et vue comme telle avec toutes les réticences que cela implique, ou si elle restait, pour l'ensemble de la population, une référence, enviée sans doute, mais admirée.

Il faut donc examiner en troisième lieu quelle place tenait la bourgeoisie dans le pays et quelle a été son influence sur l'évolution générale de la civilisation de l'époque. Cette bourgeoisie française du XIX^e siècle est-elle le fruit des institutions individualistes et libérales ou a-t-elle majoritairement été constituée d'héritiers? C'est toute la question de l'effet du mérite et de la valeur individuelle qui est posée ainsi. La bourgeoisie est-elle par ailleurs l'incarnation du capitalisme industriel et financier et, à côté des milieux d'affaires, quelle place a été conservée par les notables traditionnels, quel rôle a été accordé aux hommes nouveaux, aux capacités et aux talents intéressés par d'autres objectifs que la recherche du profit? Enfin on doit chercher si, dans ses couches supérieures et dominantes, la bourgeoisie a donné naissance à une aristocratie cosmopolite d'argent ou de savoir, de plein pied avec ses pairs étrangers, ou si elle a gardé vocation à traduire d'abord les aspirations de la communauté nationale.

Cela débouche sur une interrogation de caractère «philosophique» qu'on ne peut éluder. Les comportements privés et publics de divers milieux, le système institutionnel et social mis en place par la civilisation bourgeoise impliquaient-ils des références rationnelles? Concrètement, la volonté d'organiser pour modeler l'avenir, proche ou lointain, l'emportait-elle sur la croyance aux bienfaits du laissez-faire? Quelle était au contraire la part laissée aux instincts, aux sentiments, à la foi qui n'écarte pas les initiatives individuelles, mais espère que Dieu, en dernier ressort, prendra soin de «vêtir les lys des champs». Ainsi donc, la société bourgeoise, dans son essence était-elle plus proche de l'esprit de Marthe que de celui de Marie opposés dans l'Évangile, ou avait-elle secrété une civilisation privilégiant l'action au détriment de la mystique ou tout simplement de la spéculation intellectuelle?

2 — La complexité des hiérarchies bourgeoises

En 1844, Mignet écrivait: «De tous les changements extraordinaires

que nous avons vus de nos jours... le plus profond sans contredit et le plus complet est celui qui a renouvelé en France la constitution de la société civile. Cette révolution (française)... a rendu égaux devant la loi les hommes que le christianisme avait rendu égaux devant Dieu»¹¹. Posé par la révolution française de 1789, le principe de l'égalité juridique est un des fondements essentiels de la société bourgeoise, mais on ne conçoit alors l'égalité qu'à aptitudes égales ce qui réintroduit la notion de hiérarchie. Etabli en 1848 et jamais remis en cause dans les faits depuis lors¹², le suffrage universel n'est qu'une extension du principe de l'égalité des hommes puisqu'il repose sur le pari que, à vingt-et-un ans, les citoyens de sexe mâle sont assez mûrs pour participer aux choix décisifs pour l'avenir du pays.

Cette société bourgeoise, égalitaire et hiérarchisée, repose sur trois assises essentielles.

La famille, l'héritage matériel et moral qu'elle transmet sont des références toujours présentes. La notoriété des familles connues, la considération qui les entoure apparaissent à l'occasion de nombreuses manifestations de la vie locale ou nationale. L'étude des rapports sociaux, de la participation aux activités politiques, des affaires économiques même montrent qu'un nom et une réputation familiale constituent un véritable patrimoine que les intéressés peuvent utiliser à l'occasion. Un seul exemple est significatif en raison même de l'obscurité de celui qui en est l'objet: en 1830, la faillite d'un industriel qui, fils d'un riche négociant parisien, avait un passif de deux millions de francs, conduisit le syndic à évoquer «le nom (des Delondre)... que le commerce de Paris répétait avec confiance et qui désormais aura perdu ce prestige respectable qui y était attaché si les membres de cette famille ne veulent pas intervenir» pour désintéresser les créanciers¹³. De même, la fortune acquise transmise de générations en générations influe lourdement sur la hiérarchie sociale. Mais, à cet égard, le poids de l'héritage dans la société bourgeoise est aussi une forme d'individualisme. En effet, la règle, chez les citadins du moins — mais nous avons exclu, par hypothèse, le cas des ruraux de notre enquête —, est d'observer le principe du partage égal des héritages posé par le Code civil: il est tout à fait exceptionnel que des bourgeois, quels que soient leur rang, leur fortune, leur milieu, avantaient

¹¹ F. A. Mignet, «Notice historique sur la vie et les travaux de M. le Comte de Merlin», *Mémoires de l'Académie des Sciences morales*, 1844, t. IV, p. XLIII.

¹² La loi électorale du 31 mai 1850 visait à abolir indirectement le suffrage universel inscrit dans la Constitution, mais elle ne fut jamais appliquée.

¹³ Cité dans A. Daumard, *Les bourgeois et la bourgeoisie*, op. cit., p. 134.

un de leurs enfants au détriment des autres, en dépit de la possibilité légale de disposer de la quotité disponible. Par ailleurs, l'individualisme n'est pas incompatible avec l'importance donnée à la famille, car ce qui compte c'est le noyau élémentaire constitué par le foyer, la famille nucléaire. Les réseaux de relation ou l'influence des liens de famille avaient certes leur rôle dans la vie sociale et économique, mais dans la bourgeoisie du XIXe siècle, bien plus que dans les familles traditionnelles rattachées à la noblesse par exemple, le sentiment d'appartenance à une même lignée s'effaçait quand la position d'une branche de la famille paraissait trop éloignée de celle des autres.

L'importance attachée à la réussite sociale est en effet le second fondement de cette société bourgeoise et cela aussi exprime son individualisme. Le travail, à condition toutefois qu'il soit sanctionné par le succès, est la pierre angulaire de l'édifice. Mais, selon les individus et plus encore selon les milieux, le travail n'a pas les mêmes objectifs, la réussite sociale n'a pas le même contenu. Pour les uns, réussir, c'est pouvoir vivre de ses rentes, en oisif. Une bonne partie de ceux qui appartiennent à la petite et à la moyenne bourgeoisie, dans la catégorie nombreuse des boutiquiers par exemple, consacrent une partie importante de leur vie à un travail forcené dans l'espoir de pouvoir un jour se «retirer» et vivre en rentiers. Une attitude voisine existe dans certains milieux de bourgeois riches, résidant dans des centres situés en marge de la vie et des activités modernes, à Rouen par exemple dans la seconde moitié du XIXe siècle¹⁴. Au contraire, l'esprit d'entreprise caractérise les négociants importants, les industriels et les milieux d'affaires dont l'essor amorcé dans les premières décennies du siècle s'affirme, à Paris notamment, à partir de 1840 et prend toute son extension sous le Second Empire et sous la IIIe République, malgré le ralentissement de la conjoncture. Il s'agit là d'une orientation générale qui vaut pour tous les grands centres et qui, contrairement à une idée trop souvent reçue aujourd'hui encore, caractérise aussi bien les villes ou les régions catholiques que les pays à majorité protestante ou les communautés de confession juive. Enfin, une troisième forme de réussite passait par l'exercice de fonctions souvent relativement peu rémunératrices, mais honorables et estimées, comme les fonctions publiques (et, à un moindre degré, les professions libérales), permettant aux hommes instruits et capables d'exercer leurs talents. Le travail est

¹⁴ J. P. Chaline, *Les bourgeois de Rouen. Une élite urbaine au XIX^e siècle*, Paris, 1982, passim.

honoré dans la société bourgeoise mais il s'agit d'un travail sanctionné par le succès et qui relève d'une conception hiérarchisée des activités humaines.

Il faut souligner enfin combien était essentiel le désir d'exercer des responsabilités de toutes sortes, dans divers domaines, à divers niveaux. Pour les bourgeois de tout rang, agir et décider, c'était à la fois un moyen d'affirmer leur position sociale et une possibilité d'imposer à un entourage plus ou moins étendu une certaine philosophie de l'existence et une conception de la vie en société.

La diversité de ces fondements explique la complexité des hiérarchies bourgeoises. La fortune ne suffit pas pour donner une position sociale: pendant tout le XIXe siècle et au-delà, une certaine méfiance a entouré l'argent acquis trop vite. Le savoir et la capacité individuelle pèsent lourd, savoir théorique auquel s'ajoute l'aptitude à décider et à commander. Mais dans tous les milieux, des plus élevés aux plus modestes, le poids de l'héritage est déterminant. Héritage double où se combinent celui de deux lignées, celle du mari et du père, celle de l'épouse et de la mère, qui transmettent l'une et l'autre des biens, une culture, des usages.

La hiérarchie bourgeoise en France relève d'une double stratification, horizontale et verticale. Les différents milieux susceptibles d'être rattachés à la bourgeoisie, comme d'ailleurs l'ensemble de la population française, se superposent en couches successives et évoquent une structure ternaire. Mais cette structure n'a rien de rigide. La société bourgeoise est celle de tous les contrastes et de toutes les transitions et de nombreux chevauchements se produisent d'un niveau à l'autre, les uns recouvrant les autres par leur extrémité, comme des écailles de poisson. C'est ainsi que la bonne bourgeoisie se situait à la base de la grande bourgeoisie dominée par une aristocratie d'affaires et au sommet de la moyenne bourgeoisie, tandis que le niveau inférieur de moyenne bourgeoisie relevait d'une bourgeoisie populaire qui, par ses représentants les plus modestes, pénétrait les couches supérieures des milieux populaires. Cette répartition en strates superposées se doublait de hiérarchies parallèles où verticalement se regroupaient des hommes qui, différents par leur condition matérielle, se trouvaient rapprochés par l'esprit de corps dans certaines professions, ou par des traditions locales ou encore en raison d'une communauté de religion voire de liens idéologiques, comme ceux qu'impliquait l'adhésion à la franc-maçonnerie. Pourtant, entre des groupes différents par les activités professionnelles et ayant des intérêts et des objectifs divers, des rapprochements se faisaient grâce aux convergences liées aux styles de vie, aux degrés d'éducation et de culture, aux convictions aussi: c'est ce que montre l'analyse des mariages et des réseaux de relation. Mais ceci relève de l'analyse de la formation de la bourgeoisie.

3 — La formation de la bourgeoisie

L'importance accordée au mythe de la fluidité sociale est un des supports fondamentaux de la société bourgeoise. Ceux qui défendaient le système social qui s'est progressivement mis en place au XIXe siècle, le justifiaient en affirmant que les changements de condition étaient fréquents du bas vers le haut, aussi bien que du haut vers le bas. Et parallèlement, les réformateurs sociaux et notamment les socialistes qui rejetaient la société de leur temps, appuyaient leur condamnation sur le caractère exceptionnel de cette mobilité sociale, un argument décisif à leurs yeux. Les uns et les autres parlaient de l'idée qu'il est juste que les responsabilités et la réussite sociale aillent aux meilleurs et que l'échec soit la sanction de la médiocrité des individus, sans que jouent les antécédents et les origines. La divergence entre ces deux conceptions portait essentiellement sur la réalité du mécanisme. Cette analyse se conciliait d'ailleurs fort bien avec le poids que les hommes du XIXe siècle attribuaient à la famille dans les destinées individuelles, tout en faisant une large place aux capacités personnelles.

La confrontation des documents divers, données d'ensemble, monographies en nombre ou témoignages particuliers, permet de dégager les éléments principaux qui, au XIXe siècle, ont été à l'origine de la réussite des destinées individuelles, ou de leur échec. Les fils de famille, d'origine notable ou d'extraction modeste, bénéficiaient d'avantages tangibles et nombreux: ils héritaient souvent d'une fortune ou au moins d'une aisance fût-elle réduite, ils héritaient parfois d'une position, ils héritaient toujours d'une certaine culture. Cependant, à côté des origines familiales, l'ascension sociale était en rapport étroit avec les qualités personnelles. Des capacités exceptionnelles sont à l'origine de la promotion de nombreux boursiers qui ont pu faire carrière après avoir obtenu des diplômes supérieurs. Sous une autre forme, le «génie d'invention» de l'ouvrier par exemple, elles ont permis aussi à des travailleurs manuels d'origine populaire de créer et de développer des entreprises de toute taille. Toutefois des capacités même exceptionnelles ne débouchaient sur une véritable réussite que si les circonstances, la chance, des hasards heureux venaient les épauler. Les changements politiques qui rythment la vie de la France à l'époque ont ouvert de nombreuses possibilités aux ambitions les plus légitimes: la révolution de 1830, par exemple, permit la promotion de nombreux hommes de talent qui, simples notables de quartier sous les Bourbons, ont pu exercer des responsabilités importantes et devenir des notables nationaux¹⁵. De même, la percée des techniques

¹⁵ Tel fut par exemple le cas de Charles Renouard, avocat, fils d'un libraire

nouvelles dans la production et dans la vente a été à l'origine de réussites durables de chefs d'entreprise issus de milieux modestes. Fréquemment cependant l'étape décisive était le mariage. La dot de la future épouse dont l'importance était généralement comparable à la valeur de l'apport du fiancé, représentait un capital susceptible soit de s'investir dans un commerce, dans une entreprise, soit d'augmenter le patrimoine du futur ménage. Souvent aussi, la jeune femme apportait les relations de sa famille, utiles pour l'avenir. En outre, dans les milieux de l'artisanat et du petit commerce, quand le maître de l'atelier ou le boutiquier d'origine populaire épousait la fille d'un petit patron, ce qui était habituel, la jeune femme formée aux habitudes du commerce apportait ses compétences et par là même une aide précieuse pour la gestion de l'entreprise, face à quoi les anciens ouvriers étaient généralement fort démunis.

A tous les niveaux de l'échelle sociale et dans tous les secteurs de l'activité professionnelle, le poids de l'héritage est resté considérable, mais sous des formes très diverses. Des fils, ou des gendres, étaient nombreux à avoir hérité d'une fortune et d'un nom, d'une entreprise ou d'une position. A côté des successeurs, des hommes considérés localement comme des nouveaux venus étaient en réalité les héritiers de familles bourgeoises riches et considérées: ils avaient quitté leur région d'origine pour faire carrière dans une grande métropole provinciale ou à Paris, mais ils avaient derrière eux un patrimoine. Riches de relations sociales et d'une fortune parfois élevée, ces immigrés de bonne famille ont, dans une proportion non négligeable, pénétré les rangs de la bonne bourgeoisie, à Paris par exemple. Enfin des hommes nouveaux, partis de rien, se retrouvaient en assez grand nombre dans les différentes strates de la bourgeoisie.

Certains de ces parvenus étaient issus de milieux populaires ou très modestes. Bien des patrons, à la tête d'entreprises de toute taille, étaient d'anciens ouvriers, pour la plupart d'origine rurale, qui avaient appris leur métier en se plaçant de ville en ville avant de s'installer à leur compte. D'autres que leurs origines familiales plaçaient dans la petite bourgeoisie populaire, située à la limite des classes populaires, avaient réussi à prendre le contrôle et à acquérir la propriété de grandes entreprises commerciales ou industrielles après avoir débuté comme employés de commerce ou, dans le secteur de la production, comme contremaîtres ou

parisien, dont la révolution de Juillet fit un conseiller à la Cour de Cassation, puis un pair de France. (*Charles Renouard. Discours prononcés à la Cour de Cassation, précédés d'une note sur sa vie par Ch. Richet, Paris, 1879.*)

ingénieurs subalternes¹⁶. Mais ces réussites spectaculaires gardaient évidemment un caractère exceptionnel. Au même type se rattachent des cas comme celui d'Edouard Herriot qui, fils d'un officier sorti du rang et neveu de la domestique de Maurice Barrès, a conquis grâce à des bourses les diplômes qui ont été à l'origine de sa carrière universitaire et politique¹⁷.

Parvenus également, les fils des familles de moyenne bourgeoisie dépourvue de fortune. La moitié, par exemple, de l'échantillon sur lequel repose l'étude des négociants appartenant à la bourgeoisie parisienne entre 1815 et 1848 avait bénéficié d'un héritage très modeste, sensiblement inférieur à 10 000 francs dans la plupart des cas. En revanche, ils avaient presque tous eu l'avantage de recevoir dans leur famille une formation, une instruction et une éducation qui avaient favorisé leur insertion dans un milieu supérieur¹⁸.

L'évolution sociale se faisait le plus souvent par étapes successives. Sauf exception, la promotion sociale de père à fils était modeste; une réussite exceptionnelle creusant un écart considérable de l'un à l'autre avait très souvent un caractère temporaire et était souvent suivie d'une chute spectaculaire, dans les affaires notamment. La règle la plus commune impliquait qu'une ascension sociale importante et durable se fasse en trois générations.

Il est évident enfin que la solidarité familiale favorisait la mobilité sociale ascendante. Mais cette solidarité avait des limites.

Aider ses enfants à s'établir était un devoir qui s'imposait aux bourgeois de tous les milieux. Cela impliquait d'abord qu'une attention particulière fût portée à la formation et à l'instruction des enfants, ensuite qu'une dot fût constituée aux garçons comme aux filles. Toutefois, en règle générale, le montant de la dot versée à l'occasion du mariage (éventuellement augmentée par des donations ultérieures) était très inférieur à la part que chaque enfant devait recevoir sur les biens de ses père et mère. Or, les enfants devaient, sauf exception, attendre longtemps pour toucher la totalité de l'héritage qui leur revenait, car l'usage voulait que l'époux survivant, et tout spécialement la veuve, bénéficiât d'avantages substantiels, au moins en usufruit. C'était donc fréquemment seulement arrivés à l'âge mûr que fils et filles disposaient de l'ensemble de leurs biens patrimoniaux. L'aide familiale avait été précieuse, déterminante

¹⁶ Cf. J. M. Moine, *Les barons du fer. Les maîtres de forge en Lorraine du milieu du XIX^e siècle aux années trente*, Nancy, Presses Universitaires, 1989.

¹⁷ E. Herriot, *Jadis*, Paris, 1948, t. I, p. 38-39 et 55.

¹⁸ A. Daumard, *Les bourgeois de Paris au XIX^e siècle*, Paris, 1970, p. 137.

même dans bien des cas, pour débiter dans la vie, s'établir par le mariage et commencer une carrière. Mais le travail et l'exercice d'une profession rémunératrice s'imposait à tous ceux dont l'ambition était d'avoir au moins une position analogue à celle de leur père.

La pression du milieu familial pouvait parfois être un frein au déroulement des carrières. Dans le milieu du négoce, par exemple, bien des pères interdisaient au fils en qui ils voyaient un successeur de poursuivre de longues études, supérieures ou même secondaires, de crainte que leur héritier n'abandonnât les affaires pour se tourner vers la fonction publique ou entreprendre une carrière libérale¹⁹. La comparaison entre la destinée des fils et des gendres est riche d'enseignements. Dans le milieu des boutiquiers parisiens entre 1815 et 1848, par exemple, les trois quarts des enfants avaient une position comparable à celle de leurs parents. Cette stagnation sociale qui représente 80% des cas pour les gendres ne touche que 58% des fils. La mobilité sociale, ascendante ou descendante, caractérise la situation de 19% des gendres et de 37% des fils, qui se trouvaient ainsi déclassés vers le haut ou vers le bas par rapport à la condition de la génération précédente. Cela met en évidence le poids décisif qu'avaient les facteurs personnels dans les changements de condition. Mais le choix des gendres qui, dans cette petite et moyenne bourgeoisie, revenait au père et à la mère, montre aussi l'importance des habitudes acquises, des préjugés et traduit peut-être également le caractère timoré que commençait à prendre la bourgeoisie boutiquière de Paris²⁰.

Bien des familles apportaient également une aide à des collatéraux, frères cadets, neveux, cousins germains, pour faciliter leur établissement en leur fournissant une dot, pour leur procurer l'appui de leurs conseils et de leurs relations, éventuellement pour leur consentir des prêts, utiles pour l'extension de leurs entreprises. Des exemples précis montrent que cette aide a eu parfois un effet déterminant pour favoriser une ascension sociale plus ou moins durable. Mais généralement le montant de l'aide était assez faible, surtout lorsque celle-ci prenait la forme de dons qui n'engageaient pas la responsabilité du bénéficiaire. De plus, ces liens de famille restaient précaires et peu durables: la génération suivante rompait généralement avec les branches qui n'avaient pas réussi²¹.

La bourgeoisie française s'est renouvelée dans ses différentes

¹⁹ A. Daumard, *Les bourgeois et la bourgeoisie*, op. cit., p. 159.

²⁰ *Ibid.*, p. 156.

²¹ Cf., à titre d'exemple, la reconstitution de l'histoire des Lebaudy, *ibid.*, p. 162-166.

strates au cours du XIX^e siècle, mais plus ou moins selon les périodes, les groupes professionnels et les régions. Le monde de l'entreprise par exemple s'est ouvert. Au niveau inférieur, il a été pénétré par les immigrés ruraux, notamment par ceux qui avaient acquis une bonne qualification comme ouvriers. Il a, au niveau supérieur, fait une place non négligeable aux fils des familles bourgeoises qui, sans fortune, ont réussi à s'imposer parmi les négociants ou les industriels importants, voire de premier rang. Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, cependant, le niveau supérieur des entreprises et des affaires tendit à se fermer, sauf dans quelques secteurs, comme le cycle, l'automobile où les techniques modernes faisaient encore appel au génie du bricoleur. Mais une voie nouvelle s'offrait aux ambitions des hommes nouveaux, grâce au rôle grandissant que les hommes de talent jouaient dans la société.

Le renouvellement de la bourgeoisie resta pourtant limité. Le nombre des parvenus, relativement élevé par rapport à celui des bourgeois de toute condition, était faible si on le comparait au chiffre de la population totale de la France. Cela aurait suffi à remettre en question le mythe de la fréquence des changements de condition. De plus, si la mobilité sociale ascendante gardait un caractère exceptionnel, les échecs, la régression sociale des nantis ne l'étaient pas moins. La solidité et l'influence des nouvelles dynasties d'affaires qui se sont constituées au XIX^e siècle infirmaient également l'idée que la société bourgeoise et notamment la réussite dans les affaires étaient fondées sur la valeur individuelle.

Les couches moyennes comme la haute bourgeoisie n'en avaient pas moins un caractère complexe. Elles s'alimentaient à deux sources. Les capacités personnelles, dans l'ordre intellectuel aussi bien que pratique, et la force de caractère ont été à l'origine de nombreuses initiatives dont beaucoup ont été couronnées par une réussite modeste ou éclatante: c'est l'individualisme. Parallèlement, le sens de la tradition, l'attachement à la famille, aux usages, aux idées et aux croyances qu'elle transmet, notamment quand les ascendants ont acquis une certaine notoriété, restaient très présents. Mais tradition n'est pas toujours synonyme de conservatisme et moins encore de sclérose. De ces deux sources découle une double conséquence. Les hommes nouveaux n'étaient définitivement intégrés à la société bourgeoise que dans la mesure où ils réussissaient à faire souche d'une descendance dont la mission était de conserver ou, mieux encore, d'améliorer le patrimoine matériel et moral transmis par la génération précédente. Ainsi le bourgeois, quelle que fût sa position, apparaissait comme un homme condamné à une réussite continue. Sous quelle forme, avec quels objectifs? C'est ce qu'éclaire l'étude de la conduite de la vie bourgeoise.

4 — La conduite de la vie bourgeoise et les valeurs de la société bourgeoise

Les décisions prises à l'occasion des actes de la vie privée ou des activités extérieures permettent de mieux comprendre les comportements de la bourgeoisie. Elles peuvent être regroupées autour de cinq directions significatives.

Le choix d'une profession, la gestion de la vie professionnelle sont devenus au XIX^e siècle pour tous les bourgeois une préoccupation majeure. Il faut cependant opposer trois types d'activité professionnelle. Le métier alimentaire est celui que doit exercer pour vivre quiconque n'a aucune réserve: il a souvent un caractère ingrat, il ne procure qu'une rémunération faible et ne donne généralement que peu de satisfactions; il est, à bien des égards, comparable aux tâches accomplies par les masses populaires urbaines. Au-dessus, apparaissent les professions honorables et honorées, dont l'exercice est plus ou moins rémunérateur, mais qui fournissent le moyen d'accéder aux divers avantages de la vie bourgeoise. Enfin, la carrière réussie est l'apanage de ceux qui sont arrivés à une fonction leur permettant de laisser leur marque dans leur profession, en exerçant le métier qu'ils ont choisi. Il y avait encore des hommes qui vivaient de leurs rentes en France jusqu'en 1914, moins cependant que ne le ferait supposer les témoignages littéraires contemporains; mais une vie consacrée uniquement aux loisirs, même occupés par des activités philanthropiques ou érudites, portaient un relent d'échec pour un homme jeune²². Il y a lieu d'insister surtout sur la différence des objectifs, ce qui permet d'opposer groupes sociaux et milieux particuliers. L'exemple de la gestion des entreprises est à cet égard très parlant. De nombreux boutiquiers, petits commerçants ou artisans installés à leur compte, se caractérisaient par la hardiesse aventureuse de leurs décisions, spécialement ceux qui, partis de rien, misaient sur un avenir qu'ils ne maîtrisaient d'aucune façon et se lançaient dans des opérations incertaines avec l'espoir de constituer rapidement un patrimoine pour eux et pour leurs enfants. La gestion des affaires plus importantes relevait de trois types. Le spéculateur pur, à propos duquel on pourrait ressusciter le vieux mot d'agioteur de l'époque de Law, se distinguait du précédent par l'ampleur de ses vues et de ses informations, par sa surface financière, mais le jeu

²² A. Daumard, «L'oisiveté aristocratique et bourgeoise en France au XIX^e siècle: privilège ou malédiction?», *Oisiveté et Loisirs dans les sociétés occidentales au XIX^e siècle*, Colloque de l'Université de Picardie, Abbeville, Imprimerie Paillart, 1983, p. 127-134.

hasardeux auquel il se livrait était regardé avec méfiance, sinon avec mépris, d'autant que se sont multipliés les échecs retentissants, suivant à plus ou moins brève échéance des réussites éclatantes. A l'opposé, la gestion de certaines entreprises importantes avaient un aspect timoré, proche de l'esprit rentier, comme ce fut le cas, par exemple, dans le secteur du textile à Rouen, une fois passée la période d'expansion du début du XIX^e siècle²³. Mais le cas le plus fréquent relève d'un troisième type: l'objectif était de créer des maisons solides et durables qui, fondées sur une spéculation raisonnée et raisonnable, ont permis la création de dynasties d'affaires solides et durables.

La conservation et, dans le meilleur des cas, l'augmentation du patrimoine familial était un des soucis majeurs de l'époque. La gestion du patrimoine pouvait être plus ou moins pénétrée de l'esprit capitaliste ou des réactions traditionnelles du rentier: là entrent en compte les traditions du milieu familial, professionnel, social aussi bien que les réactions des tempéraments individuels. Pourtant une attitude était commune à la grande majorité des bourgeois. La gestion de la fortune privée devait d'abord répondre aux besoins du présent, aux dépenses nécessaires pour assurer la vie de la famille et aux emplois indispensables à la bonne marche des affaires, ou plus largement à l'exercice de la profession. La gestion du patrimoine devait ensuite permettre de préparer et de garantir l'avenir. Industriels, grands négociants, représentants des grands milieux d'affaires relevant du troisième type distingué ci-dessus, par exemple, géraient leur fortune avec la double volonté d'investir afin de développer leur entreprise et d'épargner pour constituer une réserve, en vue de parer à tous les aléas et pour assurer la pérennité de la famille.

Les préoccupations familiales étaient en effet un des éléments essentiels de la conscience collective des bourgeois. Faire vivre les siens était le premier souci et la première obligation du chef de famille. A l'égard des enfants, les parents avaient un double devoir. Sur le plan matériel, ils devaient les établir, c'est-à-dire assurer leur vie à venir en leur donnant une situation et en les mariant, ce qui impliquait habituellement le versement d'une dot. Avant cela, le père et la mère avaient le devoir moral de donner une formation à leurs enfants, instruction, éducation, principes moraux, éventuellement religieux. Mais plus les parents étaient aisés et cultivés, plus cette formation au foyer familial était importante et étendue: les souvenirs de deux membres de l'Académie française, André Siegfried et Jacques Chastenet, par exemple, montrent tout ce que

²³ J. P. Chaline, *op. cit.*, p. 257-258.

leur avait apporté la rencontre d'hommes éminents, grâce à leur participation à la vie sociale de leurs parents dans leurs années d'adolescence²⁴. Malgré la permanence des liens de cousinage, resserrés au moment des mariages, des décès et, en province notamment, à l'occasion de la célébration d'anniversaires ou de fêtes traditionnelles, la famille bourgeoise avait un caractère avant tout conjugal et donnait un rôle important à l'épouse et à la mère de famille.

Plus haut ils se situaient dans la hiérarchie bourgeoise, plus les bourgeois s'inséraient dans un réseau de relations et d'obligations sociales. Le nombre, la diversité, l'importance et l'efficacité de ce réseau de relations sociales étaient un des facteurs à la fois symbolique et déterminant de la situation sociale. Inversement, quiconque avait une position se devait d'assumer de multiples charges et d'abord celles qui relèvent de la charité et du paternalisme. Cela correspondait certainement à un souci de défense sociale, mais c'était aussi une expression du lien étroit qui unissait les notions de droit et de devoir. Une première interprétation conduit à évoquer la survivance des conceptions de l'Ancien Régime faisant de l'exercice de la charité et de la philanthropie un devoir d'état des notables. Mais cela n'explique pas tout et il faut aussi songer aux réactions des consciences particulières. Le devoir de charité et de patronage serait lié alors aux obligations qu'impose le sentiment d'appartenir à une élite individuelle plus qu'aux exigences imposées par les usages sociaux des groupes supérieurs.

L'exercice de devoirs multiples était en effet le dernier critère permettant de comprendre les attitudes de la bourgeoisie face aux questions que posent et aux choix qu'impliquent la conduite de la vie de chaque jour et les décisions rythmant la destinée de chacun. Mais les devoirs qu'avaient à assumer les bourgeois visaient un entourage d'autant plus étendu que la position sociale de l'intéressé était plus élevée: devoirs envers la famille, au sein de l'activité professionnelle, dans la vie civique, locale ou nationale, avec la composante particulière qu'impliquait l'exercice des devoirs particuliers d'origine religieuse.

A l'arrière-plan de ces activités, se trouvait d'abord la défense d'intérêts particuliers (individuels ou collectifs), combinée avec les effets des convictions et des choix politiques, idéologiques ou religieux. S'y superposait l'attachement aux intérêts locaux de la cité, de la région, cette «petite patrie» si souvent évoquée, autour de 1900, par les républicains d'esprit laïc comme par les conservateurs catholiques les plus réactionnaires,

²⁴ J. Chastenet, *Quatre fois vingt ans, 1893-1973*, Paris, 1974, p. 92-94 et A. Siegfried, *Mes souvenirs d'enfance*, Paris, s.d., p. 78.

attachement qui se conciliait fort bien avec un sentiment national très généralement répandu, la «petite patrie» apparaissant à tous comme une composante de la grande.

A partir d'une étude aussi approfondie que possible des comportements des bourgeois, de toute condition et de tout rang, il est donc possible de dégager les valeurs sur lesquelles s'appuyait la société bourgeoise. C'était une société égalitaire et hiérarchisée: l'égalité des citoyens devant la loi était un trait fondamental, mais il s'agissait d'une égalité à aptitudes égales, ce qui réintroduit le principe de la hiérarchie. C'était également une société individualiste, dont l'héritage et le poids accordé à la famille était une expression. La famille en effet ne prenait toute son importance que restreinte au couple et à ses enfants; la dévolution du patrimoine respectait l'usage du partage égal de l'héritage entre les descendants, sous réserve que l'époux survivant était généralement fort avantage. En conséquence, la position de chaque enfant, même marié avec un conjoint bénéficiant d'«espérances» comparables aux siennes, dépendait d'abord de l'exercice d'une activité professionnelle rémunératrice: l'héritage des parents pouvait en effet se faire attendre longtemps et, dans les familles ayant trois enfants et plus (ce qui n'était pas exceptionnel dans les milieux de la bourgeoisie aisée et riche), le patrimoine hérité restait inférieur à la fortune des parents. L'importance accordée à la réussite dans la société bourgeoise était la conséquence de cet état de choses. Le travail professionnel assurait la position des hommes nouveaux, renforçait celle des fils de famille. Mais, là encore, apparaissait une hiérarchie. La petite bourgeoisie était vouée au savoir exécuter, ce qui la rapprochait du peuple en dépit de la part d'initiative qui lui était reconnue, même dans des positions et à des niveaux modestes, mais seulement pour des objectifs limités. Seules, les couches supérieures accédaient au savoir gérer, au savoir organiser, au savoir diriger. Le sens des responsabilités, troisième des valeurs de base de la société bourgeoise, n'apparaît pas comme une simple survivance des prérogatives des groupes privilégiés de l'Ancien Régime: avoir des responsabilités était certes un signe de supériorité sociale pour les notables, petits et grands, mais les exercer était aussi un moyen pour ceux qui les assumaient, dans les secteurs les plus divers, famille, milieu professionnel, pouvoir local ou politique etc., d'imposer à leur entourage leur conception de l'existence et d'essayer de façonner la société selon la philosophie à laquelle ils se rattachaient, implicitement ou consciemment. Le désir de jouer un rôle, dans un domaine plus ou moins étendu selon la position sociale, reposait sur le sentiment qu'avaient tous les bourgeois, y compris les plus modestes, d'appartenir à une civilisation supérieure et d'en être le vecteur. En dépit des crises extérieures qu'a connues la France et des affrontements qui ont marqué l'histoire intérieure du pays,

l'attachement à la civilisation française restait un sentiment général. Dès le début du siècle et de façon de plus en plus évidente jusqu'en 1914, les bourgeois français ont été opposés par leurs conceptions politiques, leurs idées, la foi et l'idéologie. Mais ils se retrouvaient pour admettre le bien-fondé d'un libéralisme bien tempéré qui réglait le fonctionnement des institutions et, dans certaines limites, l'organisation de la vie économique. Ils se regroupaient aussi, quasi unanimes, autour d'un sentiment de patriotisme et d'orgueil national qui survécut à l'amertume et à l'humiliation de la défaite de 1870, à l'esprit «décadent» de la fin du siècle et même à la poussée antiparlementaire et à la peur du «nombre» et du socialisme qui agitèrent bien des esprits avant 1914.

Quelle était donc l'essence de la société bourgeoise du XIX^e siècle? Le système bourgeois reposait sur une éthique à laquelle les bourgeois adhéraient théoriquement, ce qui n'empêchait pas certains d'entre eux de la bafouer individuellement, mais sans en faire un titre de gloire. Un lien intrinsèque existait entre l'idée qu'on pouvait exiger ses droits, mais qu'on avait l'obligation de respecter ses devoirs, ce qui donnait à chacun le sens de ses responsabilités.

Mais l'exercice des responsabilités n'avait pas seulement pour objet de conserver. Les bourgeois de l'époque étaient des créateurs qui, tous, ne fût-ce que dans les limites de leur famille ou de leur métier, avaient l'ambition de réaliser une oeuvre, de laisser leur marque, de construire: «Im Anfang war die Tat», cette formule de Goethe²⁵ pourrait fort bien les caractériser. Politiquement, les bourgeois étaient divisés entre conservateurs, libéraux, hommes de gauche. Mais la majorité d'entre eux souhaitaient des réformes pour améliorer ce qui existait, dans un sens ou dans un autre: par essence, ils étaient donc des hommes de l'évolution, des hommes de progrès. Dans leur ensemble, ils avaient bonne conscience. Ils se sentaient socialement des hommes supérieurs, chacun dans leur sphère et étaient, pour la plupart d'entre eux, convaincus de la supériorité d'une société individualiste et libérale qui donnait toutes ses chances à l'homme de valeur, fût-ce des chances modestes.

La bourgeoisie française du XIX^e siècle était une société d'élite. Elle a cherché à concilier d'une part les aptitudes individuelles, fondement de la revendication de l'égalité, et l'héritage, de l'autre la liberté,

²⁵ Goethe, *Faust*, Erster Teil, Studierzimmer, Paris, Editions Aubier-Montaigne, Collection bilingue, 1937, p. 41.

exprimées par le contenu des «libertés nécessaires», et la prévision reposant sur la conviction qu'on ne peut se passer d'un minimum d'organisation rationnelle. Son fonctionnement reposait sur le rôle que les hommes éminents, dont bon nombre étaient des hommes modestes et restés obscurs, doivent et peuvent jouer à tous les niveaux de la hiérarchie sociale. Elle était constituée d'adultes qui comptaient d'abord sur eux-mêmes pour organiser l'avenir, le leur et celui de leurs enfants d'abord, l'avenir de leur environnement ou de leur entourage proche et celui de la nation ensuite. La société bourgeoise était en France une société faite pour les forts et par les forts: c'était sa grandeur. C'était aussi une société dure pour les faibles: c'était son revers. Mais ce n'était pas une jungle car les lois et la réglementation étaient, en principe, les mêmes pour tous.